

Une dérive budgétaire inacceptable sur Grenoble et dans le département

L'Observatoire de la dépense publique dénonce la fuite en avant des comptes publics :

L'endettement de la ville de Grenoble devient préoccupant. En effet, l'encourt de la dette a augmenté de 5,39% entre 1994 et 2006 autrement dit le poids de l'emprunt qui pèse sur les grenoblois s'est considérablement renforcé. Durant cette période, les taux d'intérêt ont sensiblement diminué, ce qui pouvait nous faire penser que la ville de Grenoble empruntait moins alors que la dette augmentait. Cet encourt de la dette de 5,39% est, à titre indicatif, 1,03 plus élevé qu'il y a 10 ans et 1,7 fois plus important que dans les villes comparables de plus de 100 000 habitants. L'endettement de la ville de Grenoble était de plus de 272 millions d'euros en 2001 pour atteindre plus de 287 millions d'euros en 2005.

Si cette fuite en avant des comptes publics était occasionnée par un accroissement de l'investissement de la commune pour construire des équipements publics (crèches, écoles, hôpitaux, transports en commun...), cette politique budgétaire serait légitime. Mais au contraire, le recours à l'emprunt a permis de financer des frais de fonctionnement qui ont connu une poussée inflationniste hors du commun. Ils sont passés de plus de 241 millions d'euros en 2001 à plus de 246 millions d'euros en 2005. En effet pour la première fois, les frais de fonctionnement représentaient plus de 50% du budget de la ville alors que dans le même temps d'importantes compétences ont été transférées à la Métro, la communauté d'agglomération, dans l'objectif de réaliser des économies d'échelle (les économies sur les frais fixes ou de fonctionnement).

L'importance de ces charges montrent que le produit de l'impôt ne permet plus de dégager une capacité d'autofinancement suffisamment importante pour couvrir l'annuité de la dette. Pourtant, la pression fiscale a nettement augmenté puisqu'elle est passée de plus de 84 millions d'euros en 2001 à plus de 92 millions d'euros en 2005. En terme de simulation, il faudrait affecter les recettes de plus d'une année pour financer l'encourt de la dette c'est à dire ne plus payer de salaires (traitements des fonctionnaires), ni accorder de subventions aux associations pendant cette période.

L'Observatoire de la dépense publique accuse Michel Destot d'entretenir un train de vie scandaleux à la ville de Grenoble :

L'analyse du Compte administratif 2006 de la ville de Grenoble est édifiante. La section "dépenses de fonctionnement" nous permet de comprendre comment est utilisé l'argent du contribuable. Les lignes budgétaires suivantes sont alarmantes : 625 000 euros de frais de colloques, 107 000 euros de voyages, 385 000 euros de réceptions, 61 700 euros de frais de missions du Maire et des Adjoints ainsi que 409 000 euros d'honoraires et 171 000 euros de frais de contentieux. Ces dépenses injustifiées donnent le vertige et choquent bien sûr particulièrement les plus pauvres d'entre-nous. Nous demandons au Député-Maire de Grenoble, Michel Destot, des explications le plus rapidement possible sur ces chiffres scandaleux qui nuisent à l'image de Grenoble et à la fonction d'élus de la République, notamment pour savoir si les deux derniers chiffres sont liés à la construction du stade d'agglomération de Grenoble.

L'Observatoire de la dépense publique est préoccupé par l'explosion du nombre de fonctionnaires à la ville de Grenoble et au Conseil Général de l'Isère :

Au niveau de la ville de Grenoble, le nombre de fonctionnaires (hors C.C.A.S) est passé de 2933 en 1999 à 3084 en 2004 soit une augmentation de près de 3% alors que dans le même temps d'importantes compétences ont été transférées à la Métro (services administratifs, personnel de ramassage des déchets ménagers...). Les charges de personnel au Conseil Général de l'Isère sont plus préoccupantes encore puisqu'elles sont passées de plus de 74 millions d'euros en 2002 à plus de 101 millions d'euros en 2005, soit un accroissement de plus de 36%. On peut légitimement se demander quel est l'objet de ces accroissements spectaculaires.

ANNEXES

1- Comptes de Grenoble pour 2005 :

<http://alize2.finances.gouv.fr/communes/eneuro/tableau.asp?icom=185&dep=038&type=BPS¶m=0&exercice=2005>

LES COMPTES DES COMMUNES



GRENOBLE - ISERE

Population (doubles comptes) : 156 203 Habitants - Budget principal seul

Strate : communes de plus de 100 000 hab appartenant à un groupement fiscalisé (TPU)

2005	2004	2003	2002	2001	Retour menu - Fiche détaillée		
Chiffres clés		En milliers d'Euros		Euros par habitant		Moyenne de la strate	
TOTAL DES PRODUITS DE FONCTIONNEMENT = A		258 151		1 653		1 322	
TOTAL DES CHARGES DE FONCTIONNEMENT = B		246 413		1 578		1 194	
RESULTAT COMPTABLE = A - B = R		11 738		75		128	
TOTAL DES RESSOURCES D'INVESTISSEMENT = C		144 157		923		714	
TOTAL DES EMPLOIS D'INVESTISSEMENT = D		137 982		883		709	
Besoin ou capacité de financement de la section d'investissement = E		-5 729		-37		-4	
Capacité d'autofinancement = CAF		25 178		161		178	
FONDS DE ROULEMENT		1 399		9		59	

[Chiffres Clés](#) - [Fonctionnement](#) - [Investissement](#) - [Fiscalité](#) - [Autofinancement](#) - [Endettement](#)

2- Comptes de Grenoble pour 2001 :

<http://alize2.finances.gouv.fr/communes/eneuro/tableau.asp?icom=185&dep=038&type=BPS¶m=0&exercice=2001>

LES COMPTES DES COMMUNES



GRENOBLE - ISERE

Population (doubles comptes) : 156 203 Habitants - Budget principal seul

Strate : communes de plus de 100 000 hab appartenant à un groupement fiscalisé (TPU)

2005	2004	2003	2002	2001	Retour menu - Fiche détaillée		
Chiffres clés		En milliers d'Euros		Euros par habitant		Moyenne de la strate	
TOTAL DES PRODUITS DE FONCTIONNEMENT = A		251 754		1 612		1 248	
TOTAL DES CHARGES DE FONCTIONNEMENT = B		241 204		1 544		1 113	
RESULTAT COMPTABLE = A - B = R		10 550		68		135	
TOTAL DES RESSOURCES D'INVESTISSEMENT = C		244 149		1 563		690	
TOTAL DES EMPLOIS D'INVESTISSEMENT = D		238 609		1 528		695	
Besoin ou capacité de financement de la section d'investissement = E		-5 608		-36		5	
Capacité d'autofinancement = CAF		20 101		129		181	
FONDS DE ROULEMENT		-9 012		-58		62	

[Chiffres Clés](#) - [Fonctionnement](#) - [Investissement](#) - [Fiscalité](#) - [Autofinancement](#) - [Endettement](#)

3- Effectifs de fonctionnaires au Conseil Général de l'Isère :

http://www.colloc.minefi.gouv.fr/colo_otherfiles_fina_loca/docs_divers/038_05.pdf

	2002	2003	2004	2005
Produits de fonctionnement totaux (A)	707 992	784 426	897 657	960 147
<i>Produits de fonctionnement réels</i>	<i>707 992</i>	<i>784 426</i>	<i>897 210</i>	<i>953 881</i>
Impôts directs	348 863	387 085	405 918	445 462
Autres impositions	92 817	104 221	179 338	200 649
Dotations de fonctionnement	106 160	108 123	226 966	216 724
Dotation générale de décentralisation	52 788	58 919	6 478	5 423
Attributions de péréquation et de compensation	69 498	76 413	16 440	17 132
Charges de fonctionnement totales (B)	609 312	678 468	821 800	879 826
<i>Charges de fonctionnement réelles</i>	<i>531 692</i>	<i>596 049</i>	<i>730 858</i>	<i>754 487</i>
Achats et charges externes	132 575	165 680	142 710	140 610
Charges de personnel	74 687	82 858	93 756	101 134
Subventions et contingents	322 849	339 933	486 447	507 102
<i>dont contributions obligatoires et participations</i>	<i>90 417</i>	<i>81 939</i>	<i>132 841</i>	<i>140 617</i>
<i>dont subventions</i>	<i>39 223</i>	<i>41 399</i>	<i>43 907</i>	<i>42 916</i>
<i>dont aides à la personne</i>	<i>16 638</i>	<i>17 256</i>	<i>152 272</i>	<i>159 520</i>
<i>dont frais de séjour et d'hébergement</i>	<i>135 925</i>	<i>144 969</i>	<i>153 949</i>	<i>160 675</i>
Charges financières	504	2 211	185	3
Résultat comptable (section de fonct.) (= A-B)	98 680	105 958	75 856	80 321
Ressources d'investissement totales (C)	134 902	145 117	181 860	365 265
<i>Ressources d'investissement réelles</i>	<i>56 886</i>	<i>62 698</i>	<i>42 802</i>	<i>55 511</i>
FCTVA	17 753	16 904	14 898	13 607
Subventions d'équipements reçues	27 554	26 076	19 503	26 028
Produits des cessions d'immobilisations	274	787	447	87
Emprunts souscrits	0	10 166	1 821	10 000
Recettes d'opérations pour le compte de tiers	0	0	0	0
Emplois d'investissement totaux (D)	212 417	240 798	289 401	339 756
<i>Emplois d'investissement réels</i>	<i>202 990</i>	<i>234 762</i>	<i>250 578</i>	<i>277 647</i>
Dépenses d'équipement directes	96 061	101 251	152 845	164 791
Subventions d'équipement versées	85 610	122 993	90 454	103 752
Remboursements en capital d'emprunts	18 280	1 554	5 867	7 644
Dépenses pour le compte de tiers	0	0	0	0
Soldes d'épargne				
Excédent brut de fonctionnement	177 247	195 050	164 909	196 169
CAF (= produits - charges de fonct. réels)	176 300	189 377	166 351	199 394
CAF nette (= CAF - remboursements en capital d'emprunts)	158 020	186 822	160 484	191 749
Dettes				
Encours des dettes bancaires et assimilées	3 079	11 690	7 644	10 000
Annuités des dettes bancaires et assimilées	18 584	1 724	6 017	7 647
Fonds de roulement et trésorerie				
Fonds de roulement en fin d'exercice	130 452	140 729	109 044	105 607
Variation du fonds de roulement	21 287	10 277	-31 684	-3 438
Trésorerie nette en fin d'exercice	137 911	167 573	97 104	93 605
Fiscalité votée				
Produit foncier bâti	98 160	109 672	113 695	124 767
Produit foncier non bâti	687	788	792	861
Produit de taxe d'habitation	60 151	67 404	69 942	76 673
Produit taxe professionnelle	185 111	204 087	214 727	238 413

4- Effectifs de fonctionnaires à la ville de Grenoble :

http://www.grenoble.fr/ca2005/pagepdf/Doc_pr%E9sentation.pdf

LE PERSONNEL

.I Effectif équivalent temps plein

Année	Budget Principal	Budgets Annexes	TOTAL
1997	2 971,9	27,0	2 998,9
1998	3 075,3	28,0	3 103,3
1999	2 908,4	25,0	2 933,4
2000	2 989,2	25,0	3 014,2
2001	3 023,9	27,5	3 051,4
2002	3 024,0	31,0	3 055,0
2003	3 032,3	32,0	3 064,3
2004	3 047,8	37,0	3 084,8
2005 ¹	2 936,3	38,0	2 974,3

¹ La diminution constatée entre 2004 et 2005 sur le Budget Principal est liée au transfert du Service GDU à la Communauté d'agglomération le 1^{er} janvier 2005.